

ÉGLISE-WALLONIE

ÉDITORIAL

Pour forger l'Europe sociale

Organisée le lundi 18 mars à Namur, la conférence-débat sur le thème « Europe sociale, mythe ou réalité ? » s'inscrit dans les activités menées par le mouvement Église-Wallonie depuis sa création en 1983 et développées plus récemment sur deux enjeux intimement liés : d'une part, le défi climatique et celui de la biodiversité en chute libre, de la lutte contre les substances chimiques agressives pour la végétation, les plantes, l'homme, et, d'autre part, le développement économique et social de la Wallonie.

Ainsi, une journée d'étude sur le Climat fut tenue en 2016, en prolongement de l'encyclique « Laudato Si' » du pape François parue en 2015. Elle a parcouru un très vaste spectre depuis les exégèses bibliques les plus récentes, qui ont démonté cette fausse conception tirée de la Genèse de l'homme dominant la nature, jusqu'à l'écoféminisme, l'écopscologie et l'écospiritualité, les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), avec l'intervention de **Jean-Pascal van Ypersele**, qui en fut le vice-président, ainsi que l'action des mouvements sociaux, comme Inter-Environnement Wallonie. On notera par ailleurs la

nomination d'une nouvelle secrétaire générale d'IEW, **Céline Tellier**, le 1er avril dernier.

Par la suite Église-Wallonie a continué à mener des actions dans la ligne de l'encyclique déjà citée, qui est considérée comme un texte fondamental pour une écologie intégrale liant la lutte contre les inégalités et celle contre le réchauffement climatique. Son style simple et rythmé a été salué pour sa rupture avec le genre habituel des lettres papales ainsi que pour la radicalité de ses analyses sur le système économique et la gouvernance, qui a été relevée notamment par le sociologue et économiste marxiste Lowry.

Le déploiement de l'économie et de la société wallonne est aussi une des préoccupations majeures du mouvement régionaliste qu'est Église-Wallonie, mais qui ne prône pas pour autant le repli sur soi. Ainsi, par sa volonté de travailler en réseau et pour renouveler son approche, Église-Wallonie a adhéré en 2018 au Réseau international pour une économie humaine (www.rieh.org). S'inscrivant à la suite du père **Lebret**, fondateur d'Économie et Humanisme, ce réseau est présent sur tous les continents. Par la réflexion et les actions sur le terrain, il promeut une économie centrée sur l'homme, au sens générique du terme, ou, en d'autres mots, une économie pour l'homme, tout l'homme et tous les

hommes, mais aussi pour l'homme dans la nature.

Église-Wallonie s'inscrit aussi avec force dans une Europe basée non pas sur la compétition entre États, mais sur la coopération, sur un modèle qui met l'homme dans la nature, favorise l'autonomie et la collaboration, la lutte contre les inégalités de toutes sortes, mais surtout, en ces moments, la lutte contre les inégalités financières, particulièrement du fait de la croissance de la classe des « super-riches », alors qu'à ce sujet, le prix Nobel d'économie **Joseph Stiglitz** a publié un ouvrage qui dit tout en son titre « le triomphe de la cupidité ».

Dès lors, pour le comité d'Église-Wallonie, l'invitation faite à **Claude Rolin** à donner une conférence s'imposait en cette année d'élections, y compris européennes. Car, par ses fonctions syndicales, il a parcouru toute la Wallonie et observé toutes les situations qui s'y vivent. Et comme député européen, il a visité toute l'Europe et a participé aux efforts, démarches et initiatives pour sa construction, notamment sociale. Né à Charleroi en 1957, **Claude Rolin** a travaillé dans la province du Luxembourg comme ouvrier forestier et manœuvre dans la construction. Après avoir été membre de la Jeunesse rurale chrétienne, il s'est engagé dans la Confédération des Syndicats Chrétiens (C.S.C.) jusqu'à en devenir secrétaire général et en ayant obtenu un graduat

sociales et une licence en Politique économique et sociale respectivement à l'ISCO et à la FOPES. De 2014 à 2019, il a été député européen, vice-président de la commission Emploi et Travail et membre de la Commission Développement régional, en osant défendre les positions qui lui sont chères, y compris dans les rangs des élus du CDH et du Parti Populaire Européen, dont le CDH est membre. Mais il n'a pas renouvelé son adhésion à celui-ci et il a décidé de quitter la politique et de continuer à l'avenir ses engagements citoyens.

À l'issue de la conférence et du débat qui a suivi, le président d'Église-Wallonie, **Luc Maréchal**, a remercié vivement Claude Rolin pour la densité et la clarté de ses propos, pour une expression forte qui exprime son engagement décidé en vue de résultats concrets, pour son langage de vérité à travers la description fine des relations de pouvoir entre les instances européennes (Parlement, Commission et Conseil), ainsi que celle des alliances sur l'un ou l'autre dossier entre différents courants politiques ou entre des parties de courants. Et de relever du témoignage entendu que dans le contexte d'une opposition quasi systématique à l'Union européenne, la vie parlementaire européenne est une leçon de vie



INVITATION

à la conférence débat de

CLAUDE ROLIN

Député européen, ancien syndicaliste CSC

L'EUROPE SOCIALE MYTHE OU REALITE ?

18 mars 2019 à 19h30

Centre L'Ilon, salle Houyoux, Namur

Entrée par la rue des Tanneries 1 ou la rue du Lombard (passage en face de l'école des Sœurs de Notre-Dame, parking aisé)

Pour plus d'information : eglise-wallonie@ymail.com

Ed. resp. Luc Maréchal, Cortil du Coq Hardy, Verte Voie, 20 à 1348 Louvain-la-Neuve

démocratique, par rapport à beaucoup de parlements nationaux et régionaux.

Concernant le titre de la soirée, on peut répondre que l'Europe sociale existe par les décisions prises, par celles qui sont en gestation et même par les débats, voire les oppositions, sur le socle social, sur le salaire minimum, ... Et s'il y a débat, c'est bien parce qu'il y a objet à discussions, même dures, et c'est donc reconnaître qu'il y a un périmètre européen où la dimension sociale existe ou à tout le moins se forge.

Claude Rolin a mis en lumière la place donnée à l'économie de marché et les vertus que certains accordent à celle-ci, notamment son impact automatique sur des conditions sociales meilleures. Mais il a surtout relevé les questionnements sur ce modèle économique et social, questionnements amplifiés par la crise de 2008, « point d'orgue » de la politique ultralibérale menée à partir des années '80 avec la dérégulation, la libéralisation, la financiarisation de l'économie, les inégalités sociales croissantes et la domination des plus riches.

Le parlementaire européen sortant a bien montré la complexité qu'exigent tant la géopolitique intra-européenne que les réponses à donner aux problèmes à résoudre et aux politiques à construire, de sorte que la simplification régulièrement mise en avant est souvent un leurre qui masque une perte des droits et une baisse de la protection des travailleurs.

Claude Rolin a aussi mis en lumière l'importance de l'éducation, notamment de l'éducation permanente, nécessaire pour une citoyenneté active et pour le dialogue social. Il a insisté sur la dimension culturelle, fondement d'un projet européen digne de ce nom. Enfin, Claude Rolin a affirmé son espoir en une Europe sociale fondée sur les réalisations majeures, gages d'une montée en force, mais soumise, comme toute politique, à des fluctuations liées aux rapports de forces qui sont à construire à tous les niveaux !

Ainsi, on ne peut s'empêcher de faire des liens entre les activités d'Église-Wallonie, dont la conférence de Claude Rolin ou encore celle donnée en décembre par **Joseph Pirson** pour inviter à revitaliser la démocratie, avec les scrutins électoraux de cette année, mais aussi avec de prochains anniversaires marquants, à savoir : le 27 avril, le

25e anniversaire de la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, à la suite de laquelle le président **Nelson Mandela** invita les anciens militants anti-apartheid « à poursuivre la lutte sans fin pour la Justice sociale à travers le monde », à la mi-mai, le 30e anniversaire du 1er Rassemblement œcuménique européen tenu à Bâle sur thème Paix, Justice pour toute la création, grâce au mouvement œcuménique, à la mi-novembre la chute du mur de Berlin, il y a trente ans. L'effondrement de l'Union soviétique a suivi, avec un impact majeur, toujours d'actualité aujourd'hui, au sein de l'UE avec la politique identitaire et peu démocratique de certains pays anciens dits de l'Est (cfr notamment la Hongrie, la Pologne) ou encore l'attitude agressive de la Russie de **Poutine**, ce qui n'est pas sans effets dans le débat sur l'avenir de l'Europe.

De tels apports et rappels sont assurément autant de balises pouvant aider pour la poursuite des activités d'Église-Wallonie selon l'esprit et les moyens, humains et autres, à développer, comme cela est à nouveau indiqué à la fin du présent bulletin.



Ce premier numéro de ce bulletin pour l'année 2019 a été finalisé en avril, avec donc un peu de retard, mais avec l'espoir que son contenu encourage des

lecteurs et lectrices à devenir membres ou sympathisants d'Église-Wallonie.

ACTIVITES

Pour construire l'Europe Sociale °

Durant le premier trimestre 2019, Église-Wallonie a organisé la conférence-débat « L'Europe sociale, mythe ou réalité ? » en y invitant Claude Rolin, député européen sortant, comme cela est déjà rappelé dans l'éditorial de ce bulletin.

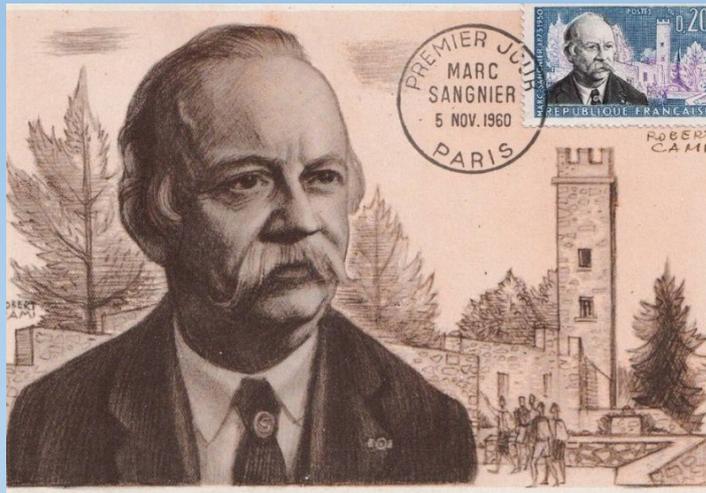
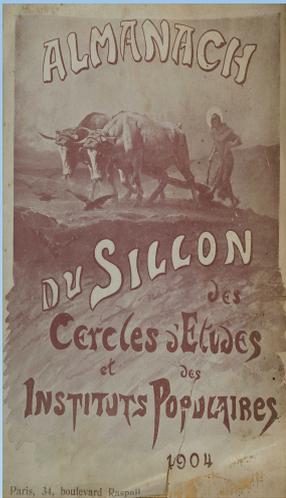
À cette soirée, avaient demandé d'excuser leurs absences la ministre **Marie-Martine Schyns**; **Marius Gigot**, président du Mouvement du Manifeste Wallon (MMW), et **Pierre Reman**, président du Mouvement Ouvrier Chrétien de la province de Namur.

Comme le montre le résumé qui suit, Claude Rolin a aidé ses auditeurs à mieux comprendre le passé, le présent et les enjeux à venir de la construction européenne, et particulièrement de la dimension sociale.

Claude Rolin insiste d'abord sur la distinction entre **la** politique, ou les **enjeux de pouvoir**, et **le** politique, ou les **enjeux de société**. Il cite **Marc Sangnier** (1) : « Demander à un homme de voter, puis l'écraser sous le poids très lourd des inégalités économiques, c'est se moquer de lui ».

Dans un **rappel historique**, l'orateur signale que l'Europe sociale existait déjà avant l'Union européenne, sous des formes de protection sociale (dans le cadre des solidarités familiales ou de clans, des cités et de l'Église et de ses différentes institutions). Il rappelle qu'ensuite l'exploitation causée par l'industrialisation amène la

° *NDR : les notes infrapinales renvoyant à des sites sont dû à l'auteur de l'article, elles figurent à la fin de cette rubrique. La sélection des dias (extraites du diaporama de l'orateur) est de la rédaction.*



« Demander à un homme de voter et puis l'écraser sous le poids trop lourd des inégalités économiques, c'est se moquer de lui » - Marc Sangnier (1873-1950)

montée d'une classe ouvrière revendicatrice avec syndicats, le droit de vote, les mutualités et émergence d'outils de protection sociale, interventions au niveau de l'atelier, puis l'entreprise et la branche et enfin l'État. Une expression réside dans les grands mouvements sociaux qui parcourent l'Europe, dont les grèves.

Du temps de la Seconde Guerre mondiale remonte la position du Conseil national de la Résistance en France en vue de « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ». Le patronat et une partie de la droite, décrédibilisés suite à la collaboration, en sortent affaiblis. La montée en puissance des partis communistes, la peur de Staline et de l'URSS amènent les pères fondateurs de l'Europe à mettre en avant une volonté de paix. En unifiant l'économie, ils croient résoudre les problèmes. La vision économique est libérale, mais influencée par les théories de **John Maynard Keynes** (2). Dès la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) (3), créée en 1951 (ainsi que l'Euratom), il est convenu d'introduire les partenaires sociaux. Suivent la signature du Traité de Rome en 1957, la mise en place de Fonds structurels (NDR Fonds visant les États Membres en vue d'être solidaires dans le contexte des orientations de l'UE et pour assurer une plus grande convergence intraeuropéenne) et l'Acte unique de 1986.

Dans sa présentation de la genèse et de l'évolution de l'Europe sociale. Claude Rolin note que Jean Monnet, planificateur - à Londres, il était chargé de la planification de l'effort de guerre -, a une idée assez technocratique de l'Union européenne, avec le principe prédominant selon lequel l'économie va tout régler.

De 1985 à 1995, c'est « l'âge d'or » de **Jacques Delors**

(4). Selon l'orateur, Jacques Delors « attrape » patrons et syndicats. L'épisode de « Val Duchesse » date de cette période et nombre de textes sociaux sont adoptés ainsi que le lancement du dialogue social européen, avec la création d'une série d'instances. À l'opposé en quelque sorte : la période de **José Manuel Durao Barroso** (5) est la pire de toutes (du 22 novembre 2004 au 4 novembre 2014).

Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) est adopté lors de l'adoption du Traité de Lisbonne

TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne)

- Art 9: « L'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine »
- Art. 150 institue un Comité de l'emploi (avec consultation des partenaires sociaux).
- Art. 152 reconnaît le rôle des partenaires sociaux et facilite le dialogue social.
- Art 153. L'Union complète et soutient l'action des EM dans les domaines suivants:
 - Santé et sécurité - Conditions de travail - Sécurité sociale
 - Licenciement
 - Information et consultation des travailleurs + représentation
 - Égalité
 - Lutte contre l'exclusion,...



le 13 décembre 2007 suite à la refonte des textes fondateurs.

Entre temps, d'importants événements sont survenus : années **Thatcher** et **Reagan**, chute du mur de Berlin en 1989, mondialisation et financiarisation de l'économie, remise en cause du keynésianisme, déclin des syndicats (en nombre d'affiliés...) en UK notamment, montée en puissance de l'ultralibéralisme.

La monnaie unique est adoptée, ce qui signifie la fin des dévaluations compétitives. Salaires et conditions de travail sont des variables d'ajustement. Mais Jacques Delors dira plus tard qu'en créant l'euro, on a trop peu mis de poids sur la convergence et l'intégration européenne.

Commission Juncker à ses débuts et que durant deux ans il a d'abord, comme député, rendu des avis avant de réagir (cf son terme « réveil social »), alors que la fracture sociale suit plutôt une ligne Est-Ouest qu'une ligne Gauche-Droite. Les tensions entre États Membres ne manquent pas. Le social est une zone de clivage permanent.

Le 17 novembre 2017, le Sommet social européen de Göteborg (6) suit celui de Luxembourg (7) qui avait été organisé les 20 et 21 novembre 1997. Cela signifie une période de vingt ans durant laquelle rien ou presque rien ne s'est déroulé. Au Sommet de Göteborg, est annoncée la Proclamation du Socle Social Européen (égalité des chances et accès au travail, conditions de travail équitables, protection et inclusion sociale).

[Sans titre] La monnaie unique

- « *l'UEM a été créée en mettant beaucoup de poids sur le « M » (intégration monétaire) et pas assez sur le « E » (la convergence et l'intégration économiques). Et dès que nous parlons de l'économique, nous ne pouvons pas la séparer du social* »
- « *... lorsque l'on a créé la monnaie unique, on n'a pas développé suffisamment les outils assurant que l'atout d'intégrer les monnaies mène à une Europe qui converge, à une Europe socialement équilibrée,...* »
- « *L'euro a besoin de deux jambes pour marcher, la seule jambe monétaire ne suffit pas et ne suffira jamais* »

Jacques DELORS (19/9/2018)

Quant au REFIT (8) ou programme pour une réglementation affûtée et performante de la Commission européenne, son but est de rendre la législation européenne plus simple et moins coûteuse, mais il s'agit en fait d'un outil de déréglementation, dont Claude Rolin cite plusieurs exemples concrets.

La crise économique de 2008 et celle de l'Organisation Internationale du Travail entraînent celle de l'Euro et du système financier européen, avec des pays en risque de faillite, sauvetage des banques et mise en place des politiques d'austérité, comprenant des contraintes sur les budgets publics sans tenir compte des différents types d'endettements, les effets sur les politiques sociales et la dégradation des processus de négociations collectives.

En juillet 2008, la Commission adopte un agenda social renouvelé (NDR pour ceux qui veulent en savoir plus : voir la revue « Agenda Social » de la Commission européenne).

Faisant le lien entre **l'agenda social** et ses activités de député européen, Claude Rolin explique avoir applaudi la

Il examine ensuite plusieurs domaines. La **directive Détachement**, à ne pas confondre avec le travail en noir, concerne autour de 2 millions de travailleurs européens dont 44% dans la construction. En 1976, elle établit que pour le travailleur détaché le droit du travailleur est celui du pays de travail et celui de la sécurité sociale du pays d'origine. La révision en cours fait craindre un dumping social. Le but de la révision est la lutte contre la fraude, mais elle est enrayée par une opposition entre les États Membres et au sein des groupes politiques. Quant au **paquet mobilité** (temps de repos, temps de conduite, petits camions, cabotage, ..), il y a échec des négociations au sein du Parlement. Claude Rolin montre les avancées quant aux liens entre **santé et sécurité** au travail (avec comme exemples des directives pour diminuer les

Santé et sécurité (cancerigènes et mutagènes)

- Révision de la directive de 2004
- Cancer = 1ère cause de mortalité au travail
- Partie 1: poussières de bois , chrome VI, reprotoxiques... (11 nouvelles substances)
- Partie 2: 5 agents cancérigènes + fumées de diesel (20 millions de salariés)
- Partie 3: 5 substances
- Pour une révision permanente
 - Une Europe qui protège



21

causes de mortalité liées aux conditions de travail). Enfin, l'annonce de la création d'une ART ou Autorité européenne du travail : nouvelle agence dédiée au travail est une avancée (9).

S'ensuit l'énumération des **défis** qui attendent l'Europe sociale : la nouvelle économie (économie collaborative, 4.0, ...), la démocratie économique et la place du dialogue social, le dumping social, fiscal et environnemental, ainsi que les migrations, le respect des valeurs, l'assurance chômage, européenne (assurance sociale européenne) et le budget.

La migration suscite des commentaires. Tout d'abord, l'Union européenne ne s'est pas impliquée. Ensuite, elle a une responsabilité, car elle a favorisé par son inaction politique (trouvant souvent son origine au sein du Conseil des chefs d'État) l'Extrême Droite. On doit constater une porosité grandissante de la Droite par rapport à cette dernière. Et en ce qui concerne le budget, il n'est que de 1 % du P.I.B., alors que l'on stigmatise une Europe qui coûte cher et à qui on demande toujours plus en réalité !

En conclusion, l'Europe sociale de demain sera sociale ou ne sera pas ! Car il n'est pas possible d'isoler le social des autres politiques économiques, budgétaires, fiscales, écologiques. Mais il convient de prendre en compte la désaffection des citoyens : le fait que l'adhésion passive ne suffit plus et qu'il faut rendre sa place au dialogue social.

Pour Claude Rolin, de nouveaux référentiels politiques existent. En effet, il faut constater l'effondrement de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie, la réduction du débat à un « pour ou contre l'Union européenne » est un non-sens. Le débat est celui du

contenu « quel marché, quelle union ? ». Et Claude Rolin de citer l'essai de **Axel Honneth**, « L'idée du socialisme » paru chez NRF Essais (Éditions Gallimard) (10) en 2017 ainsi qu'**Emmanuel Mounier**. Et de plaider en faveur de la prise en compte des luttes sociales et environnementales pour une économie au service de l'être humain, de la personne comme être de relations et pas seulement comme homo economicus.

Du **débat**, on relèvera quelques réflexions d'intervenants et des réponses

L'idéal démocratique, l'idéal écologique, c'est très beau, mais ça ne progresse pas. Au constat que l'idéal démocratique et écologique ne progresse pas, Claude Rolin note que les concepts néo-libéraux ont pénétré les esprits, notamment au travers de l'usage de mot comme « charges sociales » en lieu et place de « cotisations sociales ». Lui-même reconnaît, comme syndicaliste, s'être surpris à faire usage de ces termes.

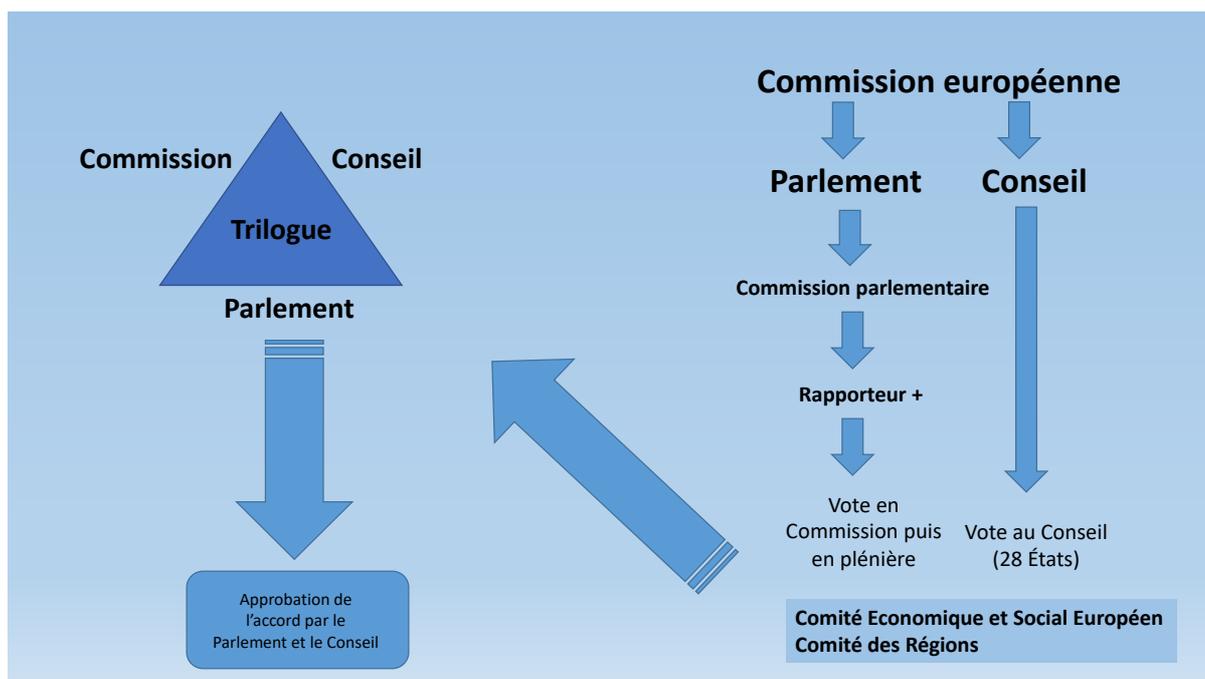
Au Parlement européen, les groupes politiques sont composés de partis nationaux qui peuvent avoir des options très différentes à l'intérieur d'un même groupe. Comme aucun groupe ne dispose d'une majorité, les positions du Parlement européen sont toujours le fruit de compromis et d'alliances qui peuvent varier d'un dossier à l'autre. Cela produit souvent une réelle plus-value.

Pour rappel, Claude ROLIN, élu sur la liste du CdH a pris ses distances avec ce parti et a assumé ses divergences au sein du groupe du Parti Populaire Européen.

Sont évoqués : la concrétisation de projets comme l'euro, l'avion Airbus ou Schengen qui sont le résultat de coopération entre plusieurs pays (pas tous les membres de l'UE, donc).

À propos de la Pologne, est exemplaire le cas de Solidarnosc ou comment un syndicat de lutte ouvrière contre l'oppression est devenu un parti politique qui a abandonné la lutte syndicale et s'est « droitisé ».

Ont aussi été évoqués le Brexit, les électeurs du Rassemblement national, le président américain **Trump**, la dérégulation sociale sous le président français **Macron**,



l'évasion fiscale et comment y répondre, comment développer l'Europe sociale.

Dominique Alain PIRSON

Notes infrapaginales

- Marc Sangnier est né le 3 avril 1873 à Paris et mort le 28 mai 1950 à Paris, est un journaliste et homme politique français. Créateur du Sillon, il est un des promoteurs du catholicisme social. Plus d'infos sur <http://www.marc-sangnier.com/> et plus spécialement <http://www.marc-sangnier.com/biographie.html> ainsi que https://fr.wikipedia.org/wiki/Marc_Sangnier (sources consultées ce 4 avril 2019).
- Pour plus d'info, voir <https://www.andlil.com/john-maynard-keynes-128213.html> et <https://www.economie.gouv.fr/facileco/john-maynard-keynes> (sources consultées ce 4 avril 2019).
- Voir <https://www.touteleurope.eu/actualite/quest-ce-que-la-ceca.html> et <https://www.universalis.fr/encyclopedie/communaute-europeenne-du-charbon-et-de-l-acier/> (sources consultées ce 4 avril 2019).
- Voir <http://institutdelors.eu/tous-les-contributeurs/jacques-delors/> (consulté ce 4 avril 2019).
- Vu https://fr.wikipedia.org/wiki/Jos%C3%A9_Manuel_Dur%C3%A3o_Barroso (consulté ce 5 avril 2019).
- Vu https://www.lemonde.fr/economie/article/2017/11/17/un-sommet-social-europeen-tres-symbolique_5216216_3234.html et <https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2017/11/17/> (ce 5 avril 2019).

- Vu <https://www.universalis.fr/evnement/20-21-novembre-1997-sommet-social-luxembourg/> (ce 5 avril 2019).
- Vu https://ec.europa.eu/info/law/law-making-process/evaluating-and-improving-existing-laws/refit-making-eu-law-simpler-and-less-costly_fr (ce 5 avril 2019)
- Voir <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/labour-mobility/eu-labour-authority/> et <https://www.etuc.org/fr/document/autorite-europeenne-du-travail-sen-rapproche> (ce 5 avril 2019).
- Axel Honneth, né le 18 juillet 1949 à Essen, est un philosophe et sociologue allemand. Il est depuis 2001 directeur de l'Institut de recherche sociale à Francfort-sur-le-Main en Allemagne. Depuis 2011, il est professeur à l'université Columbia à New York. Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Axel_Honneth et <https://journals.openedition.org/rsr/622> ainsi que <https://www.universalis.fr/encyclopedie/axel-honneth/> (consultés ce 5 avril 2019).

FAITS ET OPINIONS

Religions et écologie

« Religions, amis ou ennemis de l'écologie ? » est le thème d'un dossier publié dans le numéro de janvier-février 2019 du magazine d'écologie et de société « Imagine Demain le Monde ».

Le premier article pose la question : « Appeler Dieu à la rescousse du climat ? ». L'auteur du dossier, **François Brabant**, relève les réponses du catholicisme, de l'islam, de l'orthodoxie et du bouddhisme tibétain. Au sujet de l'encyclique « Laudato Si' », il note que le pape **François** « appelle 'chaque personne qui habite cette planète' à agir rapidement contre le réchauffement climatique ». Et il ajoute : « A lui seul, l'intitulé des différentes parties laisse entrevoir une dénonciation du capitalisme à la radicalité inédite dans le chef du Vatican ». De plus, François Brabant évoque les voix « qui invoquent le ciel pour sauver la terre », en écrivant encore : « Des voix qui troublent, forcément, dans une Europe qui considère la laïcité comme une des pierres angulaires de sa démocratie. Sous ces latitudes, Dieu a depuis quelques décennies été rejeté hors du débat public. Est-ce bien sage de l'y ramener, fût-ce au motif de l'urgence climatique ? ». De là sa réponse en deux temps. Tout d'abord, « les intellectuels qui, au milieu du 20^e siècle, ont théorisé les bases de ce qui allait devenir l'écologie politique ont beaucoup bu à la source biblique ». Et de présenter les démarches de **Théodore Monod**, **Jacques Ellul**, **Ivan Illich** et **Hans Jonas**. Puis, note-t-il, l'écologie s'impose à partir des années '70 comme une démarche d'ordre strictement politique et scientifique, alors que « ses oripeaux religieux spirituels sont renvoyés à l'arrière-plan », mais avec un retournement dans les années 2000, l'auteur citant **Pierre Rabhi** avant de conclure que l'écologie cesse d'être perçue comme un courant politique pour arriver à « une écologie (...) qui chercherait à convertir plutôt qu'à convaincre ».

Agréable à lire, cette synthèse est une belle ouverture pour le débat. Mais sa lecture amène à faire une réserve. En effet, pour l'auteur, une idée s'impose, à savoir que « la chrétienté, en encourageant l'arrogance humaine, porterait une lourde responsabilité dans le désastre en cours ». Le réquisitoire s'appuie sur cet extrait de la Genèse : « Soyez féconds, multipliez-vous, remplissez la terre et assujettissez-la ». Or, c'est oublier tout le travail d'exégèse qui a déconstruit cette interprétation, ainsi que l'avait bien montré **André Wenin** lors de la journée d'étude « Notre terre Demain ? » organisée par Église-Wallonie en janvier 2016, comme c'est déjà rappelé en éditio (cfr notre Bulletin N°1 de 2016).

Le second article aborde un autre volet à partir de la question « Chrétiens, bouddhistes, taoïstes, soufis ou jaïns, les moines et ascètes, sont-ils des écolos avant l'heure ? ». De là une ébauche de réponse : « Leur vie de sobriété volontaire interroge en tout cas la concordance entre nos paroles et nos actes », à partir de l'ouvrage réalisé sous la direction d'**Adeline Herrou**, « Une journée dans une vie, une vie dans une journée » publié chez PUF en 2018.

Dans le même « Imagine Demain le Monde », il y a le « Grand Entretien » passionnant avec le nonagénaire **Jean Malaurie**, géoanthropologue et fondateur de la collection « Terre humaine », selon lequel « l'intelligence doit être au service d'une morale ». Très documentée, cette interview parcourt le long itinéraire intellectuel et parmi les peuples premiers, dont les Inuits auquel le nom de Malaurie est souvent associé. Au-delà, une série d'échanges sur le climat, l'apport des peuples premiers par rapport à la crise existentielle du monde dit moderne, l'usage des insecticides et le devenir de la société occidentale.

À une question sur l'accent qu'il met sur la spiritualité, l'interviewé répond rudement : « Notre pensée est ruinée par le matérialisme laïque, par la volonté d'être toujours plus riche. Pour ma part, je ne cesserai de m'interroger sur ce message du Christ à qui un riche demandait : 'J'ai sacrifié à tous les rites. Que dois-je faire de plus Seigneur ?'. La réponse de Jésus, inscrite dans l'évangile de **Matthieu**, fut sans appel : 'Tu ne seras l'un des miens que si tu partages tous tes biens.' Et cette réponse, c'est aussi celle de « Laudato Si' », l'encyclique du pape François. Comment ne pas être impressionné par le combat singulier de ce jésuite argentin dans une Église minée par les affaires de pédophilie, dans un Vatican gangrené par la désaffection de ses propres principes ? Hélas, la société occidentale est infectée par l'argent. Vous connaissez beaucoup de chrétiens prêts à partager tous leurs biens ? Voyez l'attitude de l'Occident face aux migrants. Et je songe aux migrants d'Amérique centrale venus à pied, de si loin, supplier les Américains de les recevoir pour survivre. Après ça, se dire chrétien, c'est un détestable théâtre. Parce que si nous étions chrétiens, la parole de Matthieu serait la nôtre : partage tes biens ! Donc, la conclusion est simple : nous ne sommes plus chrétiens. ».

À Bâle il y a 30 ans ...

En ce mois de mai 2019, il y aura trente ans que se tenait à Bâle le 1er Rassemblement œcuménique européen « Paix et Justice pour toute la Création » (NDR voir Rassemblement Œcuménique Européen de Bâle. Paix et justice pour la création entière. Intégralité des textes et documents officiels édités par la Conférence des Eglises européennes et le Conseil des Conférences Episcopales Européennes. *Documents des Églises*, Les Editions du Cerf, Paris, 1989, 528 pages). Parmi les interpellations adressées aux trois mille participants venus de toute l'Europe, dont Mgr **Musty**, évêque auxiliaire de Namur, **Jacques Briard**, alors président du Conseil général de l'apostolat des laïcs de Wallonie et Bruxelles et **Édouard Brion** du Mouvement chrétien pour la paix, il y a eu celle formulée pour l'hémisphère Sud par l'Indienne **Aruna Gnanadasson**, qui collaborait avec le Conseil œcuménique des Églises alors impliqué dans un processus mondial développé sur le même thème

Cette Indienne avait notamment rappelé la tragédie survenue dans son pays en 1984 à Bhopal, ainsi que « les autres 'Bhopal' qui se produisent presque chaque jour non seulement en Inde ou dans les pays du Sud, mais même dans le Nord. Tchernobyl, en avril, 1986, et Bâle, en novembre 1996, ... dans le cadre de ce modèle de développement fondé sur la notion de 'domination' de la terre et de ses ressources qui est devenu universel et particulièrement néfaste pour les pays du Sud.

Après s'être appuyée sur sa compatriote **Vandana Shiva**, physicienne et écologiste, Aruna Gnanadasson avait lancé l'appel suivant : « Il faut que les Églises du Nord s'engagent davantage dans les mouvements écologiques, car la destruction de votre environnement, l'épuisement de vos richesses, la mort de vos forêts nous affectent aussi dans le Sud. Il faut que vous soyez vigilants et que vous interpelliez la politique des multinationales, qui ont leur origine dans vos pays et qui exploitent aussi la main d'œuvre chez vous. La marée des sectes conservatrices, qui envahit les pays du Sud avec leur idéologie politique nettement à droite et le pouvoir agressif de leurs dollars est une menace pour nous et vous devez le dénoncer chez vous. Il est possible de partager les ressources de la terre, de sorte qu'il n'ait plus aucun enfant ou femme ou homme

qui souffre de la faim. C'est à vous de promouvoir ce partage... ».

Bien qu'il y ait eu encore deux Rassemblements œcuméniques européens, celui de Bâle ne devait pas porter tous les fruits attendus par ses participants d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Et pourtant, il avait déjà été précédé, par exemple, par la publication en 1988 de la lettre pastorale « Qu'arrive-t-il à notre beau pays ? » des Évêques des Philippines citée par le pape François dans son encyclique « *Laudato Si'* » et citée cette année par Entraide et Fraternité.

Par ailleurs, parmi d'autres apports féminins concernant l'écologie, on peut aussi rappeler que, comme l'avait expliqué la Chilienne **Marcela Lobo Bustamente** à la journée d'étude Église-Wallonie de 2016, l'écoféminisme était apparu en France dans les années '70 avec la sociologue **Françoise D'Eaubonne**. Elle avait aussi montré que l'adhésion de la religieuse brésilienne **Ivone Gebara** à l'écoféminisme trouve son origine dans l'observation empirique de la vie des femmes pauvres de la région du Nord-Est de son pays et que la problématique écologique fait partie d'une autre beaucoup plus grande et étroitement liée à la race, au sexe et à la classe sociale. Citant elle aussi Vandana Silva, Marcela Lobo Bustamente avait fait la critique du capitalisme qui a engendré la destruction de la planète, une consommation sans limites et une culture de l'individualisme ayant conduit à une société de l'inégalité et de l'injustice en même temps qu'à l'oubli de l'éco-dépendance et de l'interdépendance.

Ceci rappelé, on relèvera qu'en Belgique, ce sont deux jeunes collégiennes qui ont, à la suite d'une jeune lycéenne suédoise, mené les grèves et autres actions pour le Climat.

En ce qui concerne l'Église catholique, on ne peut que souhaiter voir exprimées et entendues des voix féminines au Synode des évêques qui aura à se préoccuper, en octobre, de l'avenir de ce poumon pour la planète qu'est le bassin de l'Amazone, mais aussi de la manière d'être Église en délivrant celle-ci de bien des « pollutions » qui la touchent et qui réduisent d'autant sa crédibilité pour l'annonce de la Bonne Nouvelle !

Vers la transition écologique

À propos de femmes prônant l'écologie, **Godelieve Ugeux**, Bruxelloise d'origine, mais devenue une très ardente Liégeoise et philosophe, vient de publier le roman « Une heureuse colère – Vers la transition écologique » aux Éditions Atramenta (www.atramenta.net).

Alors qu'elle a fondé ou soutenu plusieurs associations à finalité sociale, cette mère de famille a toujours aimé écrire pour partager réflexions et expériences : les siennes et celles des autres ! Durant des années, elle a notamment collaboré au magazine « L'appel », dont elle fut une des pionnières et membre de l'équipe de rédaction bénévole. Dans son récent roman, dont elle espère qu'il sera suivi de bonnes rencontres et d'initiatives stimulantes, on découvre huit femmes qui se rencontrent régulièrement pour randonner dans la campagne wallonne, tout en se posant des questions avec la liberté qui vient avec l'âge et en se sentant politiquement concernées par l'avenir de leurs enfants et petits-enfants. Solidaires de l'aventure d'un couple de maraîchers accompagné de jeunes en recherche d'un avenir meilleur, elles découvrent dans l'engagement un autre sens à leur vie. Entre émotions, audaces et questions sur leur avenir, les huit promeneuses se lancent dans l'action collective autour d'un projet de transition vers une société qui doit impérativement réagir pour assurer l'avenir des générations futures.

Autres publications de Godelieve Ugeux :

- « *Mémoires de ma septième vie*, » conte paru aux Éditions du CEFA, 1993,

- « *L'économie sociale au féminin pluriel* », essai, Prix de l'Économie sociale, aux Éditions Luc Pire, 1999,

- « *Est-ce ainsi que les femmes vivent ?* », Prose poétique, aux Éditions Feuilles Familiales, 2006.

L'Église en Wallonie : devenir une minorité signifiante

Le 29 janvier dernier, à Louvain-la-Neuve, un large public a participé à une journée pastorale sur le thème de l'Église, une minorité signifiante. Les débats ont été introduits par deux experts : **Christophe Théobald** et **Henri Deroitte**. Pour une « Église en diaspora », le premier venant de France a mis en garde contre le risque de se constituer en une sorte de secte, coupée de la société et il a résolument prôné une

attitude d'hospitalité. Du second, professeur à l'UCL, on retiendra son analyse de la formule regroupant parents et enfants durant certains dimanches matins, comme le proposait justement l'abbé **Éric Mattheeuws**, du Brabant wallon. Reste que si l'intention est bonne, mais, sort-on se demandait-il, du modèle du catéchuménat centré sur les enfants ?

Les premières interventions ont été relayées par de brèves présentations d'expériences d'Église menées dans le contexte social wallon. Vicaire épiscopal du diocèse de Liège, l'abbé **Éric de Beukelaer** a plaidé pour un usage partagé des églises « pour y remettre de la vie », même s'il faut pour cela reléguer le saint sacrement à la sacristie. Puis Mme **Alix Tumba** est intervenue au sujet de l'expérience du synode des familles du diocèse de Tournai. Elle a rappelé que celui-ci avait, en 2018, rassemblé un public inhabituel, qui a attiré l'attention sur les difficultés concernant les familles recomposées et a relevé l'importance du dimanche matin comme étant le seul moment familial de la semaine.

De l'ensemble des interventions, se dégage l'impression d'une Église qui est un peu entre deux chaises, c'est-à-dire à la fois mue par de réflexes d'un passé où on se sentait majoritaire et poussant déjà certaines initiatives dans un contexte non confessionnel. Et on peut dire que celles-ci ont paru à la fois réalistes et marquées au coin d'une réelle créativité. Ainsi, a-t-on pu voir que dans les diocèses wallons, des laïcs et leurs pasteurs ne restent pas les bras croisés. Par ailleurs, le fait que le cardinal **De Kesel**, archevêque de Malines-Bruxelles, ait été absent, alors qu'il avait été annoncé, explique sans doute pourquoi la pastorale bruxelloise n'a pas été abordée. Mais vu la différence entre le contexte de Bruxelles et celui du pays wallon, on peut comprendre qu'il soit difficile de combiner l'approche de ces deux problématiques en une seule journée.

Édouard Brion

RACINES ET TRACES

Traditions de pèlerinages en pays mosan

« Quitte ton pays » : le christianisme est une religion de la marche.

Tout commence avec **Abraham**, appelé par Dieu à partir : Le Seigneur dit à Abraham: « Quitte ton pays, ta parenté et la maison de ton père, et va vers le pays que je te montrerai » (Gn 12, 1). Abraham abandonne tout et part pour une promesse de terre et de descendance.

Mais le terre promise est loin, et l'itinéraire sinueux. Il passe par l'Égypte, le désert, la Mer rouge, Babylone. Et toujours Israël marche. Il marche, mais il n'avance pas seul. Dieu est à ses côtés, Dieu veille, même quand le peuple se croit abandonné. Dieu est présent, sous la forme d'un buisson qui ne se consume pas, d'une colonne de fumée, de la nuée au sommet de la montagne. Dieu fait jaillir la source sous le bâton de Moïse lorsque le peuple a soif. Et quand il a faim, il distribue le pain béni de la manne. Plus tard, Jésus marche et marche encore. Il parcourt les routes de Galilée et de Judée, il va à la rencontre. Quand il se pose, c'est toujours pour repartir.

De tout temps, les gens ont marché, ils sont partis en quête d'un ailleurs, d'un meilleur, d'un espoir de salut. C'est le sens des grands pèlerinages qui ont déplacé les foules médiévales vers Jérusalem, vers Rome ou vers Saint-Jacques. Mais tous ne pouvaient entreprendre un voyage aussi long et périlleux. Aussi, çà et là, au creux d'un vallon ou au sommet d'une colline, un homme de Dieu, un saint a arrêté le temps et sacralisé l'espace en marquant la terre, en y laissant une trace, une relique. Ce sont des lieux de rencontre et de prière, et les chemins qui y mènent sont des routes de foi.

Des siècles plus tard, les gens d'aujourd'hui refont les même parcours, reprennent les mêmes chemins, portent les bannières, chantent, prient ou simplement marchent.

Nous évoquons ici quelques traces d'un passé révolu, certes, mais dont la permanence témoigne du besoin de vivre avec ses racines et de, toujours, se mettre en marche. Et cela, en lien avec l'exposition « Routes d'hier, routes d'aujourd'hui-Traditions de pèlerinages en « pays mosan » qu'on pourra visiter tous les jours de 9 à 18h à la collégiale de Dinant jusqu'au 10 novembre. Elle a été réalisée par les

Amis de la Collégiale, en partenariat avec la Maison du Patrimoine médiéval mosan et le Centre culturel de Dinant.

Guibert Gendebien, abbé Pierre namurois

S'il est vrai que feu l'abbé **Paul Malherbe**, ancien vicaire épiscopal et curé de la paroisse St-Jean-Baptiste et St-Loup au cœur du vieux Namur, fut souvent considéré comme un autre « abbé Pierre » en raison de sa proximité avec les plus démunis, un autre prêtre du diocèse de Namur, l'abbé **Guibert Gendebien**, le fut peut-être encore plus et a même été aussi considéré comme un saint Vincent de Paul dans la cité du Bia Bouquet.

Déjà auteur, comme nous l'avions signalé (bulletin, 2-3/2016, pp.5-6), d'une biographie sur un autre prêtre wallon hors norme, le Carolo **Pierre Harmegnien**, l'historien namurois **Daniel Marchant** vient de publier une bibliographie sous le titre « Guibert Gendebien, la noblesse du coeur ».

Comme l'a écrit **Christian Laporte** dans « La Libre Belgique », Guibert Gendebien était « un prêtre de haute extraction toujours prêt à réinventer l'action en faveur des écorchés de la vie . ».

Quant au journal « L'avenir », qui prête moins d'attention aux engagements dans la société peu médiatisés des chrétiens, prêtres et laïcs, depuis que l'évêché de Namur n'en est plus le propriétaire, il a cependant consacré deux pages, signées par **Jean-François Pacco**, dans son édition du 11 mars, à l'ouvrage de D. Marchant, en notant qu'il a été réalisé à partir de l'énorme correspondance laissée par l'abbé et de témoignages de Namurois qui ne furent pas toujours faciles à obtenir.

Descendant d'**Alexandre Gendebien**, qui participa à la révolution de 1830, et de l'industriel **Ernest Solvay**, Guibert Gendebien fut plus un homme d'action que d'études, mais il passa par l'école Decroly, à Uccle, l'école abbatiale de Maredsous, la Royal Navy à la fin de la guerre '40-45, le jury central et des études universitaires à Louvain et à Paris. Ordonné prêtre en 1953, il fut un dynamique vicaire de la paroisse Saint-Nicolas, où il anima notamment des jeux de Noël dans la cité de Plomcot, avant d'être

autorisé par Mgr Charue à se consacrer pleinement au « 55 », un foyer pour hommes situé au 55 du boulevard d'Herbatte. Celui-ci sera complété par « L'Arche d'alliance », maison d'accueil pour femmes fondée par soeur Marie-Agnès Gilles, de la congrégation des filles de Marie de Pesche. Ouverte au 27 du même boulevard, elle sera suivie par une crèche, « La Volière », et leur action est aujourd'hui poursuivie par l'ASBL Les Trois Portes.

Par ailleurs, pour poursuivre l'action du prêtre, une Fondation gère un temps plusieurs lieux d'accueil, mais elle connaît des divergences entre administrateurs et des querelles de personnes avant d'être dissoute en 2015. Quant à l'abbé Gendebien, il avait quitté Namur pour Orbais, puis s'était retiré en 1989 à Bothey avant de décéder en 1995 à la suite d'une chute.

Membre du mouvement Luttes Solidarités Travail (L.S.T.), qui est un des acteurs très engagés contre la misère à Namur et au-delà, Luc Lefèbvre a écrit que la biographie réalisée « sans lissage », « c'est l'histoire de l'engagement d'un homme d'Église en rupture avec de nombreuses pratiques de son milieu d'origine, dans une recherche permanente de cohérence. Comme on peut le découvrir, l'engagement par rapport aux plus 'écrasés', 'rejetés' de nos sociétés est une constante de l'abbé. Il n'y a pas de voile devant les contradictions et les questionnements suscités par les diverses évolutions du '55' et de l'abbé par rapport à celles-ci. On y plonge aussi dans les racines de L.S.T. et de Troc, mais surtout, on y découvre les 'intrigues' internes qui pousseront l'abbé hors du conseil d'administration, car, pour lui, l'évolution trahissait les choix fondamentaux qu'il voulait garantir à travers la création de cette institution. ».

Quant à D. Marchant, il a confié à « L'avenir » que « la correspondance de l'abbé avec son père montre toute sa foi, ses questionnements. Jusqu'à la fin, malgré les difficultés, les divergences, les disputes, sa foi le porte. C'était un pionnier. C'est le souvenir qu'il laisse : un grand ami des pauvres, il a fait ce qu'il a pu. Il ne faut pas faire d'anachronisme, mais le comprendre dans son temps.

Maintenant, il y a des institutions organisées qui s'occupent du quart-monde. Lui, il a fait cela tout seul. ».

Daniel MARCHANT, « Guibert Gendebien, la noblesse du cœur », 334 pages, 27 € via www.projet-histoire.com.

POUR FAIRE 'SPITER' LE WALLON

Vî djonne homme

On soune à mwârt
 Èt l'tchin du Lorent n'arrête nin d'bawiyî.
 Ç'ére in vî djonne homme.
 Il avot bin ses manies,
 Quand on z'allo fautchî.
 Mais d'ses sous,
 I nn'est wére laîchî
 Avu tous les cés qu'il avot aîdî.
 Ah, denne mu co enne goutte va, Tasie !
 Tins ! la clotche nu dit pu rin, wé.
 Èt l'tchin du Lorent non pu.

Vieux célibataire

Le glas est en train de sonner
 Et le chien de Laurent n'arrête pas d'aboyer.
 C'était un vieux célibataire.
 Il avait, bien sûr, ses manies,
 Quand on allait moissonner.
 Mais de son argent,
 Il n'a guère laissé
 Vu tous ceux qu'il avait aidés.
 Ah, verse-moi encore un verre, Anastasie !
 Tiens ! La cloche s'est tue,
 Et le chien de Laurent aussi.

Édouard BRION 1976 Inédit

Religieux de la Congrégation des Sacrés-Coeurs (Picpus), auteur est originaire du sud de la province de Namur et habite Charleroi. Membre du Comité d'Église-Wallonie au-delà des réunions, il contribue aussi régulièrement à diverses rubriques du Bulletin. Qu'il en soit remercié comme un exemple à suivre !

ÉGLISE - WALLONIE, QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des chrétiens, laïcs et prêtres, qui considérons comme primordial pour la façon de vivre notre foi notre participation à la vie en société, notamment wallonne, aux côtés des citoyennes et citoyens de tous horizons philosophiques et religieux. Nous tentons aussi de rendre les structures et les pastorales de l'Église catholique plus adaptées aux spécificités de la Wallonie, y compris à travers les liens à nouer avec les autres institutions existant dans cette Région.

Notre identité wallonne s'inscrit dans les évolutions les plus larges, car, en accroissant les inégalités de toutes sortes, la mondialisation altère depuis des décennies les valeurs, morales, sociales et culturelles que l'on croyait solides et permanentes. Cela contraint à définir un projet de société dans le contexte d'un redéploiement de la Wallonie et à dire le sens qu'on lui donne. Et nous pensons que les chrétiens ont à apporter leur pierre à cette construction d'une société juste et bonne, en agissant comme des artisans d'égalité.

Toutefois, avec bien d'autres, nous constatons que le discours de l'Église catholique n'est désormais plus audible pour beaucoup de gens, en particulier parmi les femmes et les jeunes. Mais nous relevons aussi que, loin des tempêtes qui secouent cette institution et sa hiérarchie, pas mal de groupes se créent, agissent et constituent ainsi un nouveau terreau. Eux aussi sont l'Église.

Église-Wallonie entend être un de ces groupes. Depuis la fondation de notre mouvement en 1983, en trente-cinq ans de réflexion et d'action discrète, ses représentants ont rencontré les évêques de Wallonie et les successifs archevêques de Malines-Bruxelles. Ils ont participé à la pastorale, en attirant l'attention sur des spécificités propres à la Wallonie, notamment dans le Conseil interdiocésain des Laïcs de Bruxelles et de Wallonie (C.I.L.). Les membres ont aussi développé des informations et des propositions concrètes visant à valoriser notre riche et beau patrimoine religieux qui est tantôt ignoré, tantôt inemployé... De plus, nous voulons être actifs dans l'enjeu écologique qui avait déjà été mis en évidence dès mai 1989 lors du 1er

Rassemblement œcuménique européen « Paix et Justice pour la création entière » et qui a été très bien relevé par le pape François dans son encyclique « Laudato Si ! ». Celle-ci, appréciée bien au-delà du peuple catholique, avec la formule « Tout est lié », nous engage à agir avec la même énergie pour protéger la Terre, notre Maison commune, et établir la Justice sociale.

Concernant ces divers enjeux, en plus de l'organisation de journées d'études, Église-Wallonie diffuse chaque jour des nouvelles de sources variées sur un Forum électronique. Il gère aussi un site internet et publie un bulletin périodique qui est diffusé auprès des responsables politiques, économiques, sociaux culturels et religieux. Il édite des ouvrages. Il interpelle divers responsables.

Pour mener à bien ses activités, Église-Wallonie n'a pas de permanent et n'a comme rentrées financières que les cotisations des adhérents, les abonnements à son bulletin et les dons.

PLUS D'INFOS

Le secrétariat du mouvement Église-Wallonie est tenu par Mme Myriam Lesoil normalement le jeudi de 9 à 12 h au Cortil du Coq Hardy, Verte Voie, 20, à 1348 Louvain-la-Neuve. Téléphone et télécopie: 010.45.51.22.

Courriel : eglise-wallonie@ymail.com et Site : www.eglise-wallonie.be .

Forum électronique : http://groups.yahoo.com/neo/eglise_wallonie, avec messages quasi quotidiens.

Président-éditeur responsable : Luc Maréchal.

COTISATION 2019 : 20 € ou plus pour DON (bien venu !)

SERVICE DU BULLETIN UNIQUEMENT : 10 €

à verser avec mention adéquate au compte BE31 0011 6110 5255 de Église-Wallonie, 1348 Louvain-la-Neuve.